

Nouméa, le - 3 OCT. 2014

PRÉSIDENTE

Direction de
l'Environnement

Bureau Environnement
Industriel et des ICPE

Baie de la Moselle
6 route des artifices
BP L1
98849 Nouméa Cedex

Le Directeur

à

Gérant de la société Surfaces Vertes Propres MANA
Lot 115 ZI de Normandie
BP 188
98845 Nouméa cédex

Monsieur le gérant,

Veillez trouver ci-joint, l'arrêté n°2498-2014/ARR/DENV du - 3 OCT. 2014 mettant en demeure la société Surfaces Vertes Propres (SVP) MANA de régulariser la situation technique de l'installation qu'elle exploite, sise lot 115, zone industrielle de Normandie, commune de Nouméa.

Je vous saurais gré de bien vouloir retourner, dans les meilleurs délais, l'accusé de réception que vous trouverez ci-joint, dûment rempli et signé, à la direction de l'environnement.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être exercées, à défaut d'exécution à l'expiration des délais fixés dans le présent arrêté, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article 416-1 du code de l'environnement de la province Sud, à savoir :

1° obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser ;

2° faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de l'environnement

*Direction de l'Environnement
6 route des Artifices
BP L1
98849 Nouméa Cedex*

Bureau Environnement Industriel et des ICPE

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

A retourner dûment complété à la direction nommée ci-dessus

Je soussigné(e) _____

En qualité de : _____

Accuse réception de l'arrêté n° 2498-2014/ARR/DENV, daté du - **3 OCT. 2014** , mettant en demeure la société Surfaces Vertes Propres (SVP) MANA de régulariser la situation technique de l'installation qu'elle exploite, sise lot 115, zone industrielle de Normandie, commune de Nouméa,

En date du _____

Je déclare être informé de la faculté de saisir le Tribunal administratif dans un délai de trois mois à compter de ce jour pour former un recours contre cette décision.

Signature